

Sean



PRÉFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

**DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DU CADRE DE VIE**

Marseille, le

29 DEC. 2004

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Dossier suivi par : Monsieur ARGUIMBAU

☎ 04.91.15.69.35.

PA/BN

N° 11-2004 A

Arrêté autorisant la Société ONYX MEDITERRANEE à exploiter un centre de
démantèlement et de tri de déchets d'équipements électriques et électroniques en fin de vie
situé à AIX EN PROVENCE

LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le Code de l'Environnement et notamment son Titre 1^{er} du Livre V,

Vu le décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié,

Vu la décision en date du 19 Janvier 2004 du Président du Tribunal Administratif de Marseille
portant désignation du commissaire enquêteur,

Vu la demande d'autorisation présentée le 22 Décembre 2003 par la société ONYX
MEDITERRANEE à exploiter un centre de démantèlement et de tri de déchets d'équipements
électriques et électroniques en fin de vie dont le siège social est situé 783, avenue Robert Brun – ZI
du Camp Laurent - 83507 La Seyne sur Mer cedex en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un centre
de démantèlement et de tri de déchets d'équipements électriques et électroniques en fin de vie
situé au 650, avenue Jean-Perrin – Pôle d'activités d'Aix en Provence – 13851 Aix en Provence
Cedex.

Vu l'arrêté préfectoral n° 11 - 2004 A en date du 15 mars 2004 ordonnant l'organisation d'une
enquête publique pour une durée de un mois du 26 Avril 2004 au 26 Mai 2004 inclus sur le
territoire des communes d' AIX-EN-PROVENCE et de CABRIES,

Vu le dossier déposé à l'appui de sa demande,

Vu les plans de l'établissement et des lieux environnants,

Vu l'avis du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 24 Mars 2004,

Vu l'avis du Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile du 31 mars 2004,

Vu l'avis de l'Institut National des Appellations d'Origine du 16 avril 2004

Vu l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales des Bouches-du-Rhône du 4 mai 2004,

Vu l'avis du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle du 12 mai 2004,

Vu l'avis du Conseil Municipal d'AIX-EN-PROVENCE du 17 mai 2004,

Vu l'avis du Conseil Municipal de CABRIES du 26 Mai 2004,

Vu l'avis du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours du 9 juin 2004,

Vu l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt du 30 juillet 2004,

Vu l'avis et le rapport du commissaire enquêteur du 23 août 2004,

Vu l'avis du Sous-Préfet d'AIX-EN-PROVENCE du 9 septembre 2004,

Vu l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement du 1^{er} octobre 2004,

Vu les rapports du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement des 9 février et 16 novembre 2004,

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 9 décembre 2004,

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L.512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation doivent tenir compte, d'une part, de l'efficacité des techniques disponibles et de leur économie, d'autre part de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants, ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau,

Considérant que l'analyse des incidents et accidents constitue un élément essentiel à l'amélioration et à la prévention des risques industriels,

Considérant que cette analyse des incidents et accidents doit être renforcée et formalisée au sein des entreprises pour bénéficier au mieux des enseignements liés au retour d'expérience,

Considérant que cette installation répond à un besoin environnemental en matière de récupération et d'élimination des déchets d'équipements informatiques et bureautiques et constituera un maillon essentiel dans les filières de valorisation pour ce type de produits.

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRÊTE

ARTICLE 1

1.1 - La Société ONYX MEDITERRANEE dont le siège est situé au 783, avenue Robert Brun – Z I du Camp Laurent – 83507 La Seyne sur Mer Cedex, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter un centre de démantèlement et de tri de déchets d'équipements électriques et électroniques en fin de vie situé au 650, avenue Jean Perrin – Pôle d'activités d'Aix-en-Provence – 13851 Aix en Provence Cedex.

1.2 - La présente autorisation est accordée pour les activités relevant de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ci-après :

NATURE DES ACTIVITES	VOLUME DES ACTIVITES	RUBRIQUE	REGIME (1)
Déchets Industriels provenant d'installations classées (installations d'élimination, à l'exception des installations traitent simultanément et principalement des ordures ménagères): a) Stations de transit	500 t/an	167-a	A
Métaux (Stockages et activités de récupération de déchets de) et d'alliages de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses des véhicules hors d'usage, etc. : La surface utilisée étant supérieure à 50 m2	100 m2	286	A
Déchets provenant d'installations nucléaires de base (installations d'élimination, à l'exception des installations mentionnées aux rubriques 322, 1711 et 1720 et des installations nucléaires de base)	1 t/an	2799	A
Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) : 2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : b) Supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j	2 t/j	2661-2b	D
Accumulateurs (Ateliers de charge d') La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 kW :	10 kW	2925	D
Dépôts de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues.	100 m3	1530	NC
Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères,	300 m3	2663	NC

résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) :			
---	--	--	--

(1) A : Autorisation D : Déclaration NC : Non Classé

1.3 - Les installations doivent être implantées, réalisées et exploitées conformément au dossier de demande, sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

1.4 - Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet des Bouches du Rhône avec tous les éléments d'appréciation.

1.5 - L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ces installations, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

- Un compte rendu écrit de tout accident ou incident est conservé sous une forme adaptée.
- Le responsable de l'établissement prend les dispositions nécessaires pour qu'en toutes circonstances, et en particulier, lorsque l'établissement est placé sous la responsabilité d'un cadre délégué, l'Administration ou les services d'intervention extérieurs puissent disposer d'une assistance technique de l'exploitant et avoir communication d'informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention.
- Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des raisons de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident tant que l'inspecteur des installations classées n'en a pas donné son accord et s'il y a lieu après autorisation de l'autorité judiciaire.

1.6 - L'arrêt définitif de tout ou partie des installations susvisées, fait l'objet d'une notification au Préfet des Bouches du Rhône, dans les délais et les modalités fixées par l'article 34.1 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977.

ARTICLE 2 : Généralités

2.1 - Contrôles et analyses

Les contrôles prévus par le présent arrêté, sont réalisés en période de fonctionnement normal des installations et dans des conditions représentatives. L'ensemble des appareils et dispositifs de mesure concourant à ces contrôles sont maintenus en état de bon fonctionnement. Les résultats de ces contrôles et analyses sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées, sauf dispositions contraires explicitées dans le présent arrêté et ses annexes.

Les méthodes de prélèvements, mesures et analyses de référence sont celles fixées par les textes d'application pris au titre de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement. En l'absence de méthode de référence, la procédure retenue doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Outre ces contrôles, l'inspecteur des installations classées peut demander en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements, des analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire, pris au titre de la législation sur les installations classées.

Les frais occasionnés par les contrôles visés aux deux alinéas précédents sont à la charge de l'exploitant.

2.2 - Documents

Tous les documents nécessaires à la vérification des prescriptions du présent arrêté, sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées, à l'exception de ceux dont la communication est

expressément demandée par le présent arrêté:

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté doivent être conservés respectivement durant un an, deux ans et cinq ans à la disposition de l'inspecteur des installations classées qui peut, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

2.3 - Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'établissement dans le paysage. L'ensemble des installations, y compris les abords placés sous son contrôle et les émissaires de rejet, est maintenu propre et entretenu en permanence.

2.4 - Utilités

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, tels que manches de filtres, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

Il s'assure également de la disponibilité des utilités (énergie, fluides) qui concourent au fonctionnement et à la mise en sécurité des installations, et au traitement des pollutions accidentelles.

2.5 - Consignes

Les consignes prévues par le présent arrêté doivent être tenues à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être.

TITRE 2

PRESRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ÉTABLISSEMENT

ARTICLE 3 – Prévention des nuisances sonores et vibrations

3.1 - Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon à ce que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou sol-dienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

3.2 - Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

Les émissions sonores engendrées par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement, y compris celles des véhicules et engins visés à l'article 3.3 du présent arrêté, ne doivent pas dépasser les valeurs définies dans le tableau ci-après :

Période	Niveaux de bruit admissibles en limites de propriété	Valeur admissible de l'émergence dans les zones à émergence réglementée	
		bruit ambiant entre 35 et 45 dB(A)	bruit ambiant supérieur à 45 dB(A)
Jour : 7h à 22h sauf dimanches et jours fériés	65 dB(A)	6 dB(A)	5 dB(A)
Nuit : 22h à 7h ainsi que les dimanches et jours fériés	50 dB(A)	4 dB(A)	3 dB(A)

Les niveaux limites de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré A, noté $L_{Aeq,T}$.

3.3 - Circulation des véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur et à l'extérieur du site et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage sont conformes à la réglementation en vigueur et notamment aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995.

3.4 - L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs sonores, haut-parleurs,...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

3.5 - Vibrations

Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations sont isolées par des dispositifs antivibratoires efficaces. La gêne éventuelle est évaluée conformément aux règles techniques annexées à la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

3.6 – Contrôles

Une mesure de niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par un organisme agréé choisi en accord avec l'inspecteur des installations classées. Une première campagne de mesures de bruit doit être réalisée un mois après le démarrage de l'activité.

Les frais de ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 4 – Prévention des pollutions atmosphériques

4.1 – Rejets atmosphériques

Les installations ne doivent pas générer de rejets gazeux. Il n'existe aucun rejet canalisé.

4.2 - Envois

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les installations adoptent les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envois de déchets (papier, cartons par exemples), de poussière et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc...), convenablement nettoyées en tant que de besoin ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de déchets, de poussière ou de matières diverses sur les voies de circulation ;
- des écrans de végétation sont mis en place en périphérie du site.

4.3 – Stockage, manipulation et déchargement des produits

Les stockages, les aires de manipulation et de déchargement des différents déchets ou produits doivent être situés à l'intérieur du bâtiment. Les bennes situées à l'extérieur du bâtiments doivent être fermées.

Les différentes ouvertures du bâtiment ne doivent être ouvertes que lorsque cela est nécessaire pour le transfert des différents produits afin de limiter les envois des matériaux légers.

4.8 – Odeurs

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et dans l'exploitation des installations afin de limiter les nuisances olfactives.

ARTICLE 5 – Prévention de la pollution des eaux

5.1 - Consommation en eau

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et dans l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.

5.2 - Alimentation en eau

Les ouvrages de raccordement sur le réseau public sont équipés de dispositifs de disconnexion.

5.3 - Collecte des effluents liquides

Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux pluviales non polluées collectées sur le site des diverses catégories d'eaux susceptibles d'être polluées.

Un plan des réseaux de collecte doit être établi et régulièrement mis à jour.

5.4 – Conditions de rejet des effluents liquides

5.4.1 - Eaux vannes

Les eaux vannes (sanitaires, douches et lavabos) sont évacuées dans le réseau d'assainissement communal.

5.4.2 – Eaux pluviales

Les eaux de ruissellement provenant des aires susceptibles de recevoir accidentellement des hydrocarbures, des huiles et autres polluants, doivent être collectées et traitées dans un séparateur à hydrocarbures avant d'être évacuées dans le réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle. Les eaux de toiture doivent être également collectées et évacuées dans le réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle.

5.4.3 – Eaux usées

Dans le cas d'utilisation d'eau pour l'entretien des installations, par une laveuse industrielle par exemple, les eaux et agents nettoyants générés devront être collectés dans des conteneurs spécifiques, analysés et évacués dans un centre d'élimination autorisé à cet effet.

5.4.4 – Conventions de rejets

Les rejets des différents effluents vers les réseaux communaux doivent faire l'objet de conventions avec la ville d'Aix en Provence avant la mise en service des installations.

5.5 – Qualité des effluents

La température des effluents rejetés est inférieure à 30 °C et leur pH est compris entre 5,5 et 8,5.

La concentration en hydrocarbures des différents effluents à la sortie des séparateurs à hydrocarbures ne doit pas dépasser 10 mg/l.

5.6 - Conditions de rejet

5.6.1 - A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur.

5.6.2 - Les rejets directs ou indirects dans les eaux souterraines sont interdits selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

5.7 - Prévention des pollutions accidentelles

5.7.1 - L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et

l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols.

5.7.2 – Stockages

5.7.2.1 Risque d'inondation

Le stockage des produits dans le bâtiment doit être réalisé à une hauteur minimale de 80 cm au dessus du sol afin d'éviter tout risque d'entraînement par les eaux de crue. Le stockage au sol n'est autorisé que temporairement lors des phases de réception et de départ des produits.

Les bennes situées à l'extérieur doivent être solidement arrimées au sol.

5.7.2.2 Rétention

Le stockage de tout liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir.
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Les capacités de rétention sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à l'action physique et chimique des fluides.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.

Les produits récupérés dans les rétentions en cas d'accident, ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Aucun stockage, de quelque produit que ce soit, n'est autorisé sous le niveau du sol.

5.7.3 - Manipulation et transfert de produits

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes ainsi que les aires de manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont étanches et reliées à des rétentions correctement dimensionnées.

Cette disposition concerne en particulier les aires où sont utilisées des tuyauteries souples démontables. Les opérations de transfert de produits à l'aide de ces tuyauteries sont effectuées sous la surveillance constante d'une personne.

Les canalisations de fluides dangereux ou insalubres sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir ; elles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes et correctement protégées.

5.7.4 – Rétention des eaux d'extinction d'incendie

Les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, doivent pouvoir être confinées avant d'être rejetées dans des conditions conformes au présent arrêté ou éliminées comme les déchets.

Des dispositifs techniques seront mis en place à cet effet afin de pouvoir confiner un volume au moins égal à 120 m³. Des vannes à guillotine seront mis en place sur le réseau d'évacuation des eaux pluviales afin d'assurer le confinement.

La convention établie avec la ville d'Aix en Provence demandée à l'article 5.4.4 du présent arrêté, doit également intégrer cette éventualité.

5.8 - Conséquences des pollutions accidentelles

En cas de pollution accidentelle, l'exploitant doit être en mesure de fournir tous les renseignements dont il dispose, permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune et la flore ainsi que les ouvrages exposés à cette pollution.

ARTICLE 6 - SÉCURITÉ

6.1 - Dispositions générales

6.1.1 - Contrôle de l'accès

Des dispositions matérielles et organisationnelles (clôture, fermeture à clef, gardiennage,...) interdisent l'accès libre aux installations, notamment en dehors des heures de travail.

6.1.2 - Localisation des risques et zones de sécurité

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties des installations qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, ainsi que des procédés utilisés, sont susceptibles d'être à l'origine de sinistres pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'environnement.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties, dites zones de sécurité, la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques). Il tient à jour un plan de ces zones.

Les zones de sécurité sont signalées et la nature du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée des zones et, si nécessaire, rappelées à l'intérieur.

En particulier dans les zones de risques incendie et atmosphère explosible, l'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec une flamme doit être affichée.

6.1.3 - Voies de circulation

Les voies de circulation et les accès aux bâtiments et aires de stockage sont dimensionnés, réglementés et maintenus dégagés, notamment pour permettre l'accès et l'intervention des services de secours.

Un plan de circulation des véhicules et engins à l'intérieur de l'enceinte du site est établi par l'exploitant.

Des axes prioritaires de circulation sont définis afin que soit écarté tout risque de collision entre les camions et les autres véhicules circulant sur le site.

Des panneaux de signalisation sont mis en place pour matérialiser ces axes prioritaires.

6.1.4 - Matériel électrique

L'installation électrique et le matériel électrique utilisés sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.

Les installations électriques sont conçues, réalisées et contrôlées conformément aux textes et normes en vigueur dont le décret modifié n° 88-1056 du 14 novembre 1988.

En outre dans les zones de risque d'apparition d'atmosphère explosible, préalablement définies par l'exploitant, le matériel électrique est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980.

6.1.5 - Les équipements métalliques contenant ou véhiculant des produits inflammables ou explosibles sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles.

6.1.6 - Protection contre la foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre pourrait être à l'origine d'événements susceptibles de porter atteinte, directement ou indirectement à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement doivent être protégées contre la foudre selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.

6.2 - Exploitation des installations

6.2.1 - Produits dangereux - Connaissance et étiquetage.

La nature et les risques présentés par les produits dangereux présents dans l'établissement sont connus de l'exploitant et des personnes les manipulant, en particulier les fiches de sécurité sont à leur disposition.

Les quantités de ces produits sont limitées au strict nécessaire permettant une exploitation normale.

Dans chaque installation ou stockage (réacteurs, réservoirs, fûts, entrepôts...) leur nature et leur quantité présentes sont connues et accessibles à tout moment, en particulier l'étiquetage réglementaire est assuré.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles entre eux, ne sont pas associés à une même rétention.

Les réservoirs fixes sont équipés d'une alarme de niveau haut, locale ou reportée, déclenchant une action manuelle et/ou automatique arrêtant le remplissage.

6.2.2 - Surveillance et conduite des installations

L'exploitation des installations doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite des installations et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés ainsi que des procédés mis en œuvre.

Arrêt d'urgence :

Les opérateurs doivent avoir la connaissance immédiate de la valeur des paramètres permettant d'apprécier toute dérive par rapport aux conditions normales et sûres de l'exploitation.

Chaque installation doit pouvoir être arrêtée en urgence et mise sécurité en cas de nécessité telle que :

- déclenchement des alarmes associées aux systèmes de détection ;
- dérive du procédé au-delà des limites fixées ;
- incident ou accident dans l'installation, dans son environnement ou dans l'établissement.

6.2.3 - Consignes d'exploitation

Les opérations dangereuses, font l'objet de consignes écrites, mises à disposition des opérateurs.

Ces consignes traitent de toutes les phases des opérations (démarrage, marche normale, arrêt de courte durée ou prolongé, opérations d'entretien).

Elles précisent :

- les modes opératoires,
- la nature et la fréquence des contrôles permettant aux opérations de s'effectuer en sécurité et sans effet sur l'environnement,

- les instructions de maintenance et nettoyage,
- les mesures à prendre en cas de dérive,
- les procédures de transmission des informations nécessaires à la sécurité pour les opérations se prolongeant sur plusieurs postes de travail.

6.2.4 - Consignes de sécurité

Des consignes écrites, tenues à jour et affichées dans les installations, indiquent les moyens à la disposition des opérateurs (nature, emplacement, mode d'emploi) pour :

- donner l'alerte en cas d'incident,
- mettre en œuvre les mesures immédiates de lutte contre l'incendie ou de fuite de produit dangereux,
- déclencher les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations.

Ces consignes précisent également les contraintes spécifiques à chaque installation ou zone concernée définie précédemment.

6.2.5 - Travaux

Hormis les opérations d'entretien prévues par les consignes, tous travaux de modification ou de maintenance dans ou à proximité des zones à risque inflammable, toxique ou explosible, font l'objet d'un permis de travail, et éventuellement d'un permis de feu, délivrée par une personne autorisée.

Ce permis précise :

- la nature des risques,
- la durée de sa validité,
- les conditions de mise en sécurité de l'installation,
- les contrôles à effectuer, avant le début, pendant et à l'issue des travaux,
- les moyens de protections individuelles et les moyens d'intervention à la disposition du personnel (appartenant à l'établissement ou à une entreprise extérieure) effectuant les travaux.

Tous travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité, sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation, les dispositions de surveillance à adopter. Ce dossier est validé par la hiérarchie.

Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant.

Tous travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

A l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier ; la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple, et réalisées par le personnel de l'établissement, peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

6.2.6 - Vérifications périodiques

Les installations, appareils ou stockages, contenant ou utilisant des produits dangereux, ainsi que les dispositifs de sécurité et les moyens d'intervention, font l'objet des vérifications périodiques réglementaires ou de toute vérification complémentaire appropriée. Ces vérifications sont effectuées par une personne compétente, nommément désignée par l'exploitant ou par un organisme extérieur.

6.2.7 - Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

6.3 - Moyens d'intervention

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie, appropriés aux risques, conformes aux normes en vigueur et doit comprendre au minimum :

- des poteaux d'incendie sont implantés à 200 mètres au plus du risque permettant d'alimenter, avec un débit et une pression suffisants, les robinets d'incendie armés ou tous les autres matériels fixes ou mobiles qui seront nécessaires à l'extinction d'un éventuel incendie. Ces poteaux doivent être implantés en accord avec les Services d'Incendie et de Secours ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant les risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- d'un système de détection et d'alarme incendie. En dehors des heures ouvrables, l'alarme est retransmise à une société de télésurveillance qui prévient et accueille sur le site les services d'incendie et de secours ;
- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;
- de robinets d'incendie armés, répartis dans les locaux en fonction des dimensions de l'installation et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont protégés contre le gel.

6.4 - Protections individuelles

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présents dans l'établissement et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité des lieux d'utilisation. Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.

6.5 - Formation du personnel

L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation initiale et continue de son personnel dans le domaine de la sécurité.

ARTICLE 7 – GESTION DES DÉCHETS DU CENTRE DE TRI

7.1 - L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets réceptionnés dans le centre de tri.

7.2 – Entrée des déchets

Une procédure relative au "Contrôle d'Admission des Déchets Entrant" doit être établie afin que seuls les déchets d'équipements électriques et électroniques en fin de vie (ordinateurs, imprimantes, scanners, photocopieurs, onduleurs, serveurs par exemples) soient acceptés. L'importation des déchets provenant des pays étrangers est interdite. Seuls des déchets provenant du territoire national Français sont acceptés sur le site.

Les déchets provenant d'entreprises classées comme Installations Nucléaires de Base doivent avoir subi un contrôle de radioactivité à la sortie du producteur de déchets. Un nouveau contrôle devra être réalisé à la réception des déchets par des outils appropriés (détecteur de radioactivité portable par exemple).

Dans le cas où les déchets sont déclarés non conformes lors du contrôle d'admission, le chargement doit être refusé. Une procédure d'urgence est établie et fait l'objet d'une consigne d'exploitation écrite en cas d'identification de déchets non admissibles au sein du centre de tri. Cette consigne doit prévoir l'information du producteur de déchets, le retour immédiat de ces derniers chez le producteur, ou l'expédition vers un centre de traitement autorisé après information de l'Inspection des Installations Classées. Pour les déchets dont une radioactivité aura été détecté lors du contrôle d'entrée, une procédure spécifique sera mise en place pour les prendre en charge.

Toute arrivée de déchets sur le site doit faire l'objet d'un enregistrement comprenant toutes les données nécessaires concernant :

- la date et l'heure de réception ;
- le producteur des déchets ;
- la nature et la quantité des déchets ;
- le transporteur des déchets.

Il est établi systématiquement un bordereau de réception.

Les déchets qui n'ont pas été acceptés sur le site doivent également faire l'objet d'un enregistrement en indiquant les raisons du refus.

7.3 – Stockages et aires de tri des déchets

7.3.1 - Toutes les zones de déchargement et de chargement ainsi que les aires de tri des déchets doivent être situées à l'intérieur du bâtiment. Le stockage à l'extérieur du bâtiment n'est autorisé que dans des bennes fermées et étanches.

Les déchets spéciaux (cartouches d'encre, ruban d'imprimantes, poussière d'écran) doivent être stockés dans des conteneurs spécifiques et étanches.

7.3.2 - Les déchets sont stockés conformément aux dispositions de l'article 5.7.2 du présent arrêté. Les aires de tri et de stockage doivent avoir un sol étanche, résistant à l'abrasion, suffisamment lisse pour éviter la rétention de matières et permettre un nettoyage aisé. Ces sols sont maintenus dans un état constant de propreté.

7.3.3 - Toutes dispositions sont prises pour que les aires de stockage ou de tri ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs, envols).

7.4 – Evacuation des déchets

7.4.1 - L'évacuation des déchets qui ne peuvent pas être valorisés, doit être assurée dans des installations dûment autorisées à cet effet.

Les déchets valorisables ou à diriger vers des centres d'élimination doivent faire l'objet d'un enregistrement comprenant toutes les données nécessaires concernant :

- la date et l'heure de l'évacuation ;
- le nom de la société de valorisation ou d'élimination ;
- la nature et la quantité des déchets ;
- le transporteur des déchets.

7.4.2 - Tout brûlage à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdit.

7.5 – Bilan

L'exploitant établit un bilan récapitulant les quantités entrées, évacuées et éliminées ainsi que les déchets qui n'ont pas été acceptés.

Un bilan annuel est transmis à l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 8 – AGREMENT ET VALORISATION DES DÉCHETS TRIÉS

8.1 – Agrément des déchets d'emballages

Le présent arrêté porte agrément pour la valorisation par tri et conditionnement de déchets d'emballage. La nature et les quantités maximales des emballages traités, ainsi que les rubriques Installations Classées des activités correspondantes figurent dans le tableau ci-dessus :

Rubriques des Installations Classées	Types de déchets	Estimation du volume d'activité (en tonnes/an)
---	------------------	---

167 – 286 - 2799	Métaux ferreux et non ferreux	250
167 - 2799	Verre (écran)	80
167 – 2799 - 2661	Plastiques	125
167 - 2799	Composants électroniques	35
167 - 2799	Déchets dangereux (batteries, pile, etc..)	10

8.2 – Objectifs de valorisation

TYPES DE DECHETS	FILIERES ENVISAGEES
Métaux ferreux et non ferreux	Industrie sidérurgique Récupérateurs agréés
Verre	Récupérateurs agréés
Plastiques	Pas de filière
Composants électroniques	Récupérateurs agréés
Déchets dangereux (batteries, pile, rubans, encre, etc..)	Récupérateurs agréés

8.3 – Contrat de réception des emballages

Lors de la prise en charge des déchets d'emballage d'un tiers, un contrat écrit est passé avec ce dernier, en précisant la nature et la quantité de déchets à prendre en charge. Ce contrat doit viser le présent agrément et joindre éventuellement ce dernier en annexe.

Dans le cas de contrats signés pour un service durable et répété, à chaque cession d'emballages, un bon d'enlèvement est délivré en précisant les quantités réellement enlevées et les dates d'enlèvement.

8.4 – Opération intermédiaire

Dans le cas où la valorisation nécessite une étape supplémentaire dans une autre installation agréée, la cession à un tiers se fait avec signature d'un contrat similaire à celui mentionné à l'article précédent. Si le repreneur est exploitant d'une installation classée, l'exploitant s'assure qu'il bénéficie de l'agrément pour la valorisation des déchets d'emballage pris en charge. Si le repreneur exerce des activités de transport, négoce, courtage, l'exploitant s'assure que ce tiers est titulaire d'un récépissé de déclaration pour de telles activités.

8.5 – Documents à archiver

Pendant une période de 5 ans, doivent être tenus à la disposition des agents chargés du contrôle du respect des dispositions du décret du 13 juillet 1994 :

- les dates de prise en charge des déchets d'emballages, la nature et les quantités correspondantes, l'identité des détenteurs antérieurs, les termes du contrat, les modalités de l'élimination (nature des valorisations opérées, proportion éventuelles de déchets non valorisés et leur mode de traitement) ;
- les dates de cession, le cas échéant, des déchets d'emballage à un tiers, la nature et les quantités correspondantes, l'identité du tiers, les termes du contrat et les modalités d'élimination ;
- les quantités traitées, éliminées et stockées le cas échéant, et les conditions de stockage ;
- les bilans mensuels ou annuels selon l'importance des transactions.

8.6 – Déchets issus du tri (refus de tri)

Les déchets non recyclables, résultant du tri, doivent être éliminés dans un centre de stockage autorisée.

L'exploitant doit être en mesure de justifier cette élimination auprès de l'inspection des installations Classées. Les documents justificatifs sont archivés durant 5 ans au minimum.

ARTICLE 9- AUTRES DÉCHETS GÉNÉRÉS PAR L'ÉTABLISSEMENT

9.1 - Tous les autres déchets générés par l'activité de l'entreprise, sont caractérisés et quantifiés par l'exploitant.

9.2 - Récupération - Recyclage - Valorisation

9.2.1 - Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produites, notamment en effectuant toutes opérations de recyclage et de valorisation.

9.2.2 - Le tri des déchets doit être effectué en vue de leur valorisation. Les déchets répondant aux critères d'acceptabilité du centre de tri peuvent être acheminés vers celui-ci. Les autres déchets (huiles usées, pneumatiques usagés, emballages souillés par exemples) doivent être évacués vers des installations d'élimination agréées.

9.2.3 - Les emballages vides ayant contenu des produits toxiques ou susceptibles d'entraîner des pollutions doivent être renvoyés au fournisseur lorsque leur réemploi est possible. Dans le cas contraire, s'ils ne peuvent être totalement nettoyés, ils doivent être éliminés comme des déchets dangereux.

9.3 - Stockage

9.3.1 - Toutes précautions sont prises pour que :

- les déchets non acheminés vers le centre de tri soient stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution. A cette fin, les stockages de déchets dangereux sont réalisés dans des aires formant cuvette de rétention et si possible normalement couvertes ;
- les mélanges de déchets ne puissent être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosibles.

9.3.2 - Stockage en emballages

Pour les déchets dangereux, l'emballage porte systématiquement des indications permettant de reconnaître les dits déchets.

Les déchets peuvent être conditionnés dans des emballages en bon état ayant servi à contenir d'autres produits (matières premières notamment), sous réserve :

- qu'il ne puisse y avoir de réactions dangereuses entre le déchet et les produits ayant été contenus dans l'emballage,
- que les marques d'origine des emballages ne prêtent pas à confusion quant aux déchets contenus.

Les emballages industriels sont éliminés conformément au décret n° 94-409 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballage dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages.

9.4 – Bilan

Le bilan demandé à l'article 7.5 doit contenir également les quantités des déchets générés par l'activité de l'établissement ainsi que les filières d'évacuation ou d'élimination.

ARTICLE 10

L'exploitant devra en outre se conformer aux dispositions :

- a) du Livre II - Titre III du Code du Travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs,
- b) du décret du 10 Juillet 1913 sur les mesures générales de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,
- c) du décret du 14 Novembre 1988 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques,

ARTICLE 11

L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, des Services d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des Installations Classées, de l'Inspection du Travail et des Services de la Police de l'Eau.

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

ARTICLE 12

En cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent, la présente autorisation pourra être suspendue conformément aux dispositions de l'article L.514-1 du Code de l'Environnement, sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Sauf cas de force majeure, cette autorisation perdra sa validité si l'établissement n'est pas ouvert dans un délai de trois ans à dater de la notification du présent arrêté ou s'il n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

ARTICLE 13

La présente autorisation ne dispense pas l'exploitant de demander toutes autorisations administratives prévues par les textes autres que le Code de l'Environnement - Livre V - Titre 1^{er}.

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

ARTICLE 14

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 15

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'AIX-EN-PROVENCE,
- Le Maire d'AIX-EN-PROVENCE,
- Le Maire de CABRIES

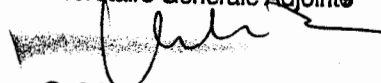
- Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
- X- Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- Le Directeur Régional de l'Environnement,
- Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- Le Directeur Départemental de l'Equipeement,
- Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,

et toutes les autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera affiché et un avis publié, conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié.

MARSEILLE, le 29 DEC. 2004

Pour le Préfet
La Secrétaire Générale Adjointe



Sabine ENCONTRE